



Rapport sur les comptes de la commune

Francescas

2016 - 2025

Ce rapport présente les principaux postes des comptes de la commune : Francescas, comparé à la commune de: Lamontjoie.
Ces données proviennent de la DGCL(Direction Générale des collectivités locales).

Les comptes des communes françaises sont séparés en deux sections:

- la première section correspond aux dépenses et recettes de fonctionnement. Cette section retrace les opérations courantes de la commune, celles qui reviennent chaque année(par exemple charges de personnel pour les dépenses, et produits des impôts locaux pour les recettes).
 - la seconde section retrace les investissements(dépenses durables comme les bâtiments, voiries...) engagés par la commune, et les ressources, dont les emprunts, permettant de réaliser ces investissements.
- Afin de pouvoir comparer les communes entre elles, les différents postes sont rapportés à l'habitant, en divisant le montant par le nombre d'habitants.

De plus, la DGCL a créé des regroupements statistiques de communes appelés strates, ce qui permet de comparer des communes de taille et de type de fiscalité similaire.

La commune Francescas appartient en 2025 à la strate: *500 à 2 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)* (voir 5 eme partie de ce rapport pour des explications)

Ce rapport est divisé en 5 parties :

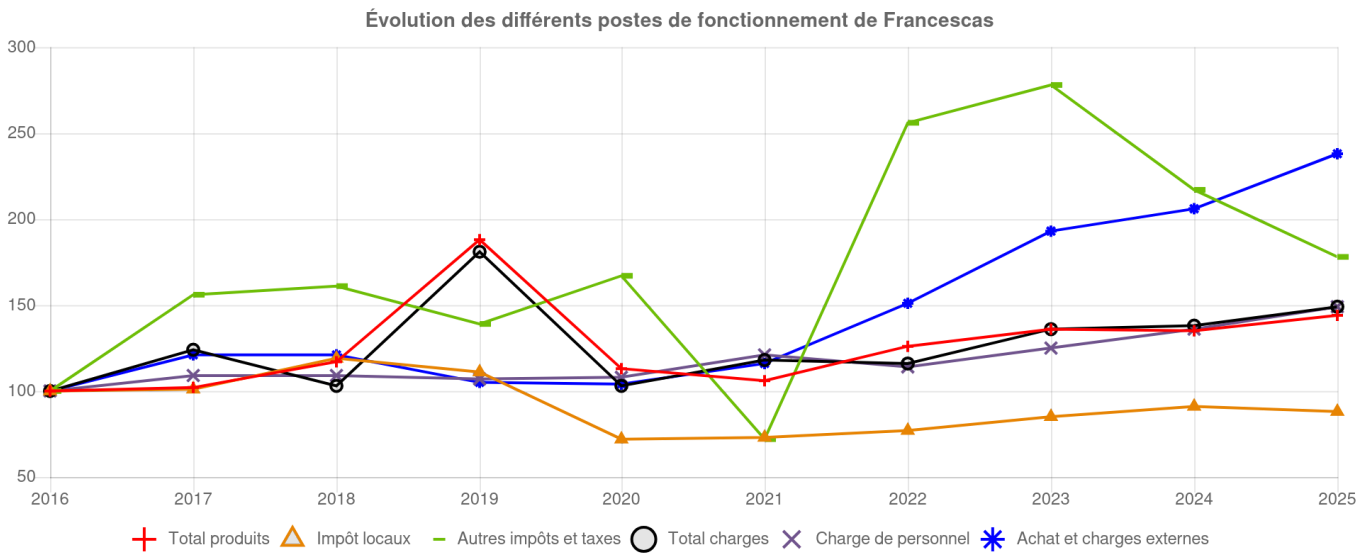
- Les principaux indicateurs de gestion de la commune comparés aux moyennes de la strate pour permettre d'avoir une vision globale de situation financière de la commune. **Les ratios sont calculés à partir des données des comptes de la commune, ils ne constituent pas une analyse financière approfondie mais une évaluation de la santé financière de la commune permettant d'interroger les élus sur leur gestion.**
- Le détail des comptes publiés avec comparaison avec la moyenne de la strate
- Les taux d'imposition (pour l'Etat, le Département, la Région)
- Les comptes de l'autre commune sélectionnée comme comparaison dans le rapport.
- Une annexe présentant rapidement le mode de fonctionnement de la comptabilité des communes et les définitions des termes de la comptabilité locale utilisés dans ce rapport.

Vous pouvez vous rendre sur le site www.decomptes-publics.fr pour plus de détails.

1. Principaux indicateurs de gestion

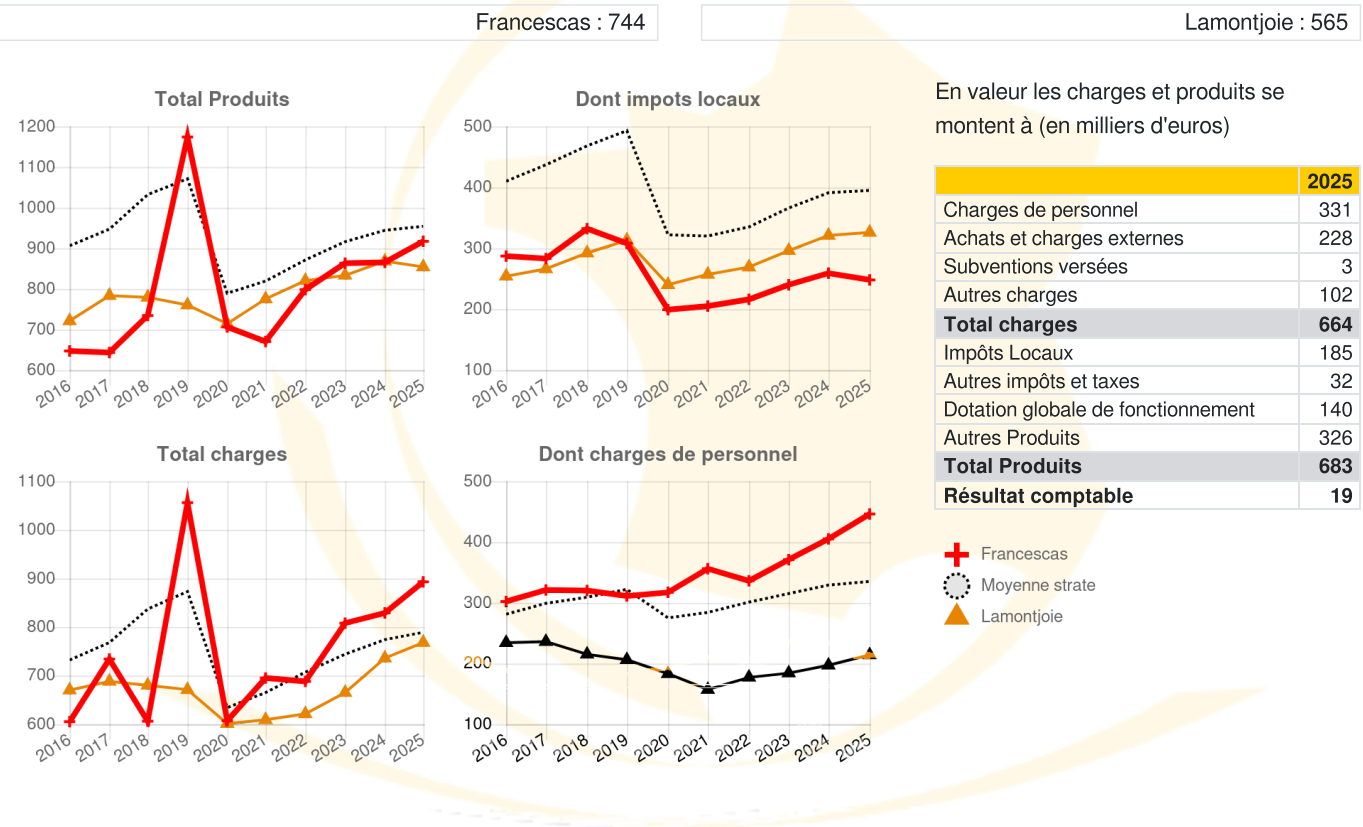
Le graphique suivant permet de comparer l'évolution dans le temps des principaux postes de la section fonctionnement, par rapport à ce qui était constaté sur chaque poste en 2016 (indice 100 en 2016).

Chaque poste est individuellement ramené à 100 en 2016 qui devient la valeur de référence. Décomptes Publics calcule l'indice de chaque année par rapport à la valeur en 2016. (Exemple : si pour une commune les charges de personnel sont de 1500 € en 2016, l'indice 2016 est 100. Si la valeur de 2025 est 1900, alors la valeur de l'indice en 2025 est 126,7 (1900€/1500€). Ceci traduit une augmentation de 26,7% de ce poste sur les 9 années. Ceci vous permet d'évaluer à quelle vitesse les principaux postes de la section de fonctionnement ont évolué.



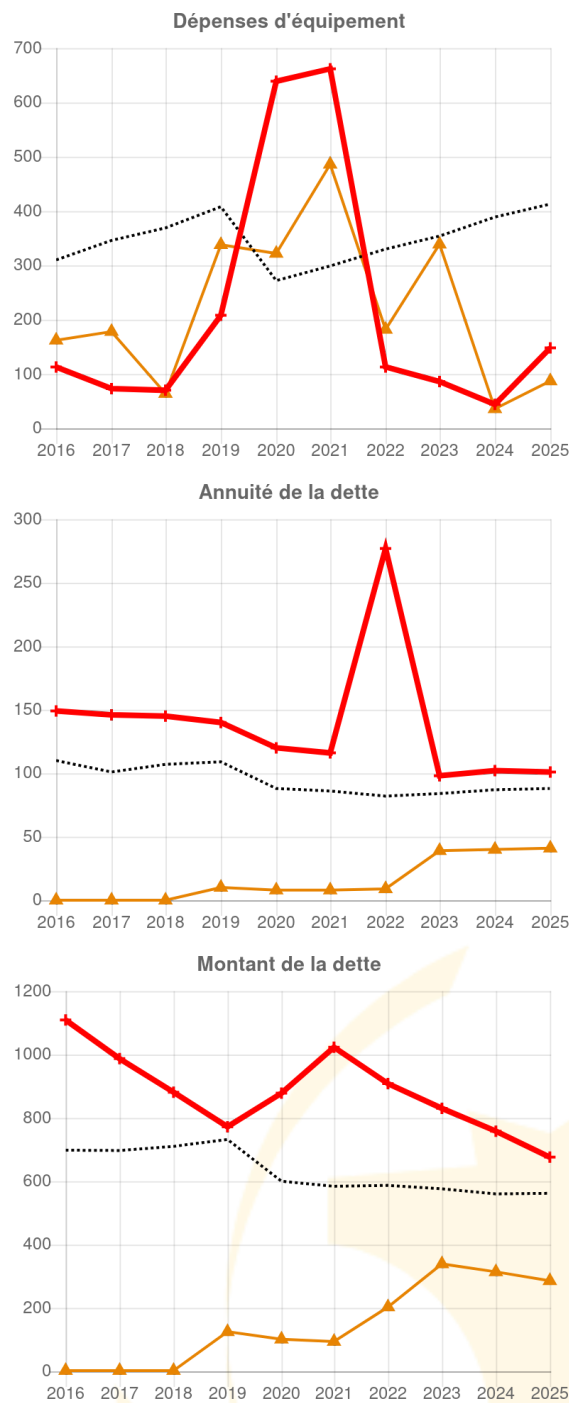
1.1. Fonctionnement

Les graphiques ci-dessous présentent les principaux indicateurs de gestion sélectionnés par Décomptes Publics. La commune de Francescas est comparée aux communes sélectionnées, en euros par habitant. Vous trouverez en complément ci-dessous, la population légale (telle que définie au journal officiel au 1er janvier 2025).



1.2. Investissement et financement

Vous retrouvez ci-dessous les principaux indicateurs de la section investissement et financement sélectionnés par Décomptes Publics.



En valeur les principaux indicateurs d'investissement et financement se montent à (en milliers d'euros)

	2025
Dépenses d'équipement	110
Annuité de la dette	75
Montant de la dette	503

- +

 Francescas
- Moyenne strate
- ▲

 Lamontjoie

1.3. Evaluation financière

Décomptes Publics a sélectionné un certain nombre d'indicateurs afin de vous permettre d'évaluer la situation financière de la commune. Nous avons analysé l'ensemble des communes de la strate ce qui nous permet de vous présenter la position de Francescas dans le classement national. Les communes sont ainsi classées de 1 à 10. Une commune obtenant 10 figure parmi les 10% des communes ayant les meilleurs résultats, à l'inverse une commune obtenant 1 fait partie des 10 % des communes obtenant le moins bon résultat. (Les montants sont présentés en € par habitant).

1.3.1. Ratios de fonctionnement

		Francescas		Lamontjoie	
	Moyenne	Valeur	Classt(*)	Valeur	Classt(*)
Résultat comptable (1)	169€	39€	1	129€	5
Pression Fiscale (2)	105%	109%	5	120%	3
Rigidité structurelle (3)	42%	58%	1	49%	3
Moyenne			2.3		3.7

1.3.2. Ratios d'investissement et financement

		Francescas		Lamontjoie	
	Moyenne	Valeur	Classt(*)	Valeur	Classt(*)
Ratio d'autofinancement (4)	91%	106%	1	94%	4
Dette (5)	562€	676€	3	286€	7
Dépenses d'investissement (6)	385€	93€	1	154€	3
Moyenne			1.7		4.7

Les notes ci-dessous expliquent les ratios de manière résumée, le détail est indiqué en cinquième partie de ce rapport.

(1) Moyenne du résultat comptable sur les 3 dernières années: excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement permettant de financer les investissements et les remboursements d'emprunts.

(2) Pression fiscale : c'est le rapport entre les recettes fiscales et le potentiel financier.

(3) Rigidité structurelle : c'est le rapport entre les charges structurelles (charges de personnel + contingents + charges d'intérêts) et les produits de fonctionnement. Il traduit les marges de manœuvre dont bénéficie la commune pour de nouvelles politiques (2025).

(4) C'est le rapport entre d'une part la somme des charges de fonctionnement + le remboursement de la dette et d'autre part les produits de fonctionnement. A plus de 100% la commune ne dispose plus de ressources pour ses investissements et doit s'endetter plus (2025).

(5) Dette : le montant des dettes dues à la fin de l'année (2025).

(6) Dépenses d'investissement : Décomptes Publics a calculé la moyenne des dépenses d'investissement sur les 3 dernières années. Un classement élevé indique que la commune fait partie des communes qui investissent le plus.

1.3.3. Conclusion

Sur la section fonctionnement le classement calculé moyen de Francescas est inférieur à 4 ce qui traduit des charges structurelles lourdes avec très peu de marges de manœuvre par rapport à la moyenne des communes comparables.

Sur les ratios d'investissement et de financement le classement calculé moyen de Francescas est inférieur à 4 ce qui traduit une dette lourde qui pèse sur les comptes de la commune

2. Comptes de la commune de Francescas

Les comptes de la commune sont présentés ci-dessous par section (fonctionnement, investissement, financement). Chaque section présente les comptes en valeur (milliers d'euros), puis en euro par habitant (en divisant la valeur par le nombre d'habitants), et enfin une comparaison avec la moyenne des communes appartenant à la même strate de population.

2.1. Section de fonctionnement

La section fonctionnement retrace schématiquement l'ensemble des dépenses et recettes (produits) de la gestion courante des communes. Ce sont d'une part, les dépenses nécessaires au fonctionnement de la commune comme les salaires et charges de personnels des employés de la commune, les prestations de services extérieurs comme les charges d'entretien, les autres charges de gestion courante, les charges financières liées à la dette...

D'autre part, les recettes de fonctionnement (également appelées produits de fonctionnement) proviennent de la levée d'impôts mais également de transferts de l'état ou d'autres collectivités. Les réformes mises en œuvre au cours des dernières années peuvent faire évoluer les ressources de certaines communes, créant des variations importantes d'une année sur l'autre.

Le résultat de la section de fonctionnement («Résultat comptable») doit être positif pour pouvoir financer tout ou partie des nouveaux investissements et les éventuels remboursements d'emprunts.

2.1.1. Fonctionnement en milliers d'€

Fonctionnement en milliers d'€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Charges de personnel	222	241	242	237	240	268	252	278	301	331	37,9%
Achats et charges externes	96	116	116	101	100	111	145	185	198	228	128,0%
Subventions versées	8	6	8	8	11	10	8	6	5	3	-72,7%
Charges financières	40	37	33	30	26	62	16	16	17	15	-42,3%
Contingents	36	37	39	52	40	46	52	54	49	48	20,0%
Autres charges de fonctionnement	43	115	20	378	43	26	42	66	46	39	-9,3%
Total Charges	445	552	458	806	460	523	515	605	616	664	44,3%
Impôts Locaux	211	213	251	235	151	155	162	180	192	185	22,5%
Autres impôts et taxes	18	28	29	25	30	13	46	50	39	32	6,7%
Dotation globale de fonctionnement	97	100	100	108	108	133	117	128	132	140	29,6%
Autres produits de fonctionnement	149	143	175	527	246	204	272	289	280	326	32,5%
Total Produits	475	484	555	895	535	505	597	647	643	683	27,7%
Résultat comptable	31	-68	96	90	75	-19	82	42	27	18	-76,0%

2.1.2. Fonctionnement en € par habitant

Fonctionnement en € par habitant	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Charges de personnel	302	321	320	311	317	356	336	371	405	446	40,7%
Achats et charges externes	130	154	154	133	132	148	193	247	267	306	131,8%
Subventions versées	11	8	11	11	15	13	10	8	7	4	-73,3%
Charges financières	55	49	44	39	34	82	22	21	22	20	-41,2%
Contingents	50	50	51	68	53	61	70	72	65	65	22,6%
Autres charges de fonctionnement	57	152	26	494	56	35	57	89	63	52	-7,1%
Total Charges	605	734	606	1 056	607	695	688	808	829	893	47,1%
Impôts Locaux	287	283	332	308	199	205	216	240	259	248	24,6%
Autres impôts et taxes	24	37	39	33	40	17	61	66	52	43	7,5%
Dotation globale de fonctionnement	132	133	133	142	143	177	157	171	178	189	32,2%
Autres produits de fonctionnement	204	190	230	691	324	271	364	386	376	437	34,9%
Total Produits	647	643	734	1 174	706	670	798	863	865	917	29,9%
Résultat comptable	42	-90	127	118	98	-25	110	56	37	25	-74,5%

2.1.3. Fonctionnement en € par habitant : moyenne de la strate

Fonctionnement en € par habitant : moyenne de la strate	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Charges de personnel	281	299	309	322	275	284	301	315	329	335	21,8%
Achats et charges externes	218	231	248	259	188	204	224	241	255	260	38,3%
Subventions versées	42	47	51	59	23	23	25	27	29	29	26,1%
Charges financières	30	23	34	21	15	14	13	13	14	14	-6,7%
Contingents	59	58	56	57	43	44	44	45	46	47	9,3%
Autres charges de fonctionnement	102	110	139	155	90	96	100	103	101	104	15,6%
Total Charges	732	768	837	873	634	665	707	744	774	789	24,4%
Impôts Locaux	410	437	468	493	322	320	335	366	391	395	22,7%
Autres impôts et taxes	41	48	52	58	54	50	65	66	60	56	3,7%
Dotation globale de fonctionnement	197	199	203	208	148	149	150	155	158	160	8,1%
Autres produits de fonctionnement	258	263	309	312	265	300	321	329	335	343	29,4%
Total Produits	906	947	1 032	1 071	789	819	871	916	944	954	20,9%
Résultat comptable	175	179	195	198	155	154	164	172	171	165	6,5%

2.2. Section investissement et financement

2.2.1. Section investissement

La section investissement présente les programmes d'investissement nouveaux et en cours, ainsi que leurs sources de financement. La première source de financement est le résultat comptable de la commune. Les emplois d'investissement retracent les dépenses ponctuelles de nature à modifier le patrimoine de la commune. On y retrouve les acquisitions immobilières, les travaux nouveaux (ex: construction d'une médiathèque) mais également le remboursement des capitaux empruntés. Les ressources d'investissement représentent les ressources ponctuelles de nature à modifier le patrimoine de la commune. On y retrouve les subventions d'investissement, la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat, les nouveaux emprunts souscrits.

Investissements en milliers d'€

Dépenses d'investissements en milliers d'€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Dépenses d'équipement	83	55	53	159	484	499	84	64	32	110	-77,3%
Remboursement d'emprunts et dettes	69	73	76	78	65	63	191	57	59	60	-7,7%
Autres emplois d'investissement	0	0	0	227	19	266	0	1	0	0	-100,0%
Total Emplois	152	128	129	464	568	828	275	122	91	170	-70,1%
Emprunts bancaires et dettes	11	0	0	0	142	168	100	0	0	0	-100,0%
FCTVA	40	37	10	7	8	23	76	60	14	6	-25,0%
Subventions reçues	7	0	24	47	181	115	150	14	0	27	-85,1%
Autres ressources d'investissement	87	2	211	474	412	384	1	20	8	7	-98,3%
Total Ressources	145	39	245	528	743	690	327	94	22	40	-94,6%
Résultat Section investissement	-7	-89	116	64	175	-138	52	-28	-69	-130	-174,3%

Investissements en € par habitant

Dépenses d'investissements en € par habitant	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Dépenses d'équipement	113	73	70	208	639	662	113	86	44	148	-76,8%
Remboursement d'emprunts et dettes	95	97	101	102	86	83	255	77	79	81	-5,8%
Autres emplois d'investissement	-1	0	0	298	24	355	0	-1	0	0	-100,0%
Total Emplois	207	170	171	608	749	1 100	368	162	123	229	-69,4%
Emprunts bancaires et dettes	15	0	0	0	187	223	134	0	0	0	-100,0%
FCTVA	54	49	14	9	10	30	102	80	18	9	-10,0%
Subventions reçues	9	0	31	62	238	152	200	18	0	36	-84,9%
Autres ressources d'investissement	120	3	279	621	545	511	1	27	11	9	-98,3%
Total Ressources	198	52	324	692	980	916	437	125	29	54	-94,5%
Résultat Section investissement	-9	-118	153	84	231	-184	69	-37	-94	-175	-175,8%

Investissement en € par habitant : moyenne de la strate

Dépenses d'investissements en € par habitant, moyenne de la strate	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Dépenses d'équipement	310	346	369	408	272	299	330	354	389	413	51,8%
Remboursement d'emprunts et dettes	86	79	86	89	73	73	70	71	73	75	2,7%
Autres emplois d'investissement	36	36	53	39	24	26	19	20	24	28	16,7%
Total Emplois	432	461	508	536	369	398	419	445	486	516	39,8%
Emprunts bancaires et dettes	77	86	80	80	53	65	79	60	59	78	47,2%
FCTVA	39	38	42	48	42	40	38	40	44	49	16,7%
Subventions reçues	72	77	82	91	88	92	97	110	121	129	46,6%
Autres ressources d'investissement	241	267	290	328	214	201	216	216	224	243	13,6%
Total Ressources	429	468	494	547	397	398	430	426	448	499	25,7%
Résultat Section investissement	-3	7	-14	11	28	0	11	-19	-38	-17	-160,7%



2.2.2. Section financement

Le tableau de financement permet de comprendre comment la capacité d'autofinancement de la commune est utilisée.

Financement en milliers d'€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia ° 2020/2025
Capacité d'autofinancement (CAF)	31	-68	96	90	76	-18	82	52	30	21	-72,4%
- Remboursement d'emprunts	-69	-73	-76	-78	-65	-63	-191	-57	-59	-60	7,7%
CAF nette des remboursements d'Emprunt	-38	-141	20	12	11	-81	-109	-5	-29	-39	-454,5%
- Nouveaux investissements	-83	-55	-53	-159	-484	-499	-84	-64	-32	-110	77,3%
- Autres emplois section investissement	0	0	0	-227	-19	-266	0	-1	0	0	100,0%
+ Subventions reçues	7	0	24	47	181	115	150	14	0	27	-85,1%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	127	39	221	481	420	407	77	80	22	13	-96,9%
Excédent ou Besoin (-) de Financement	13	-157	212	154	109	-324	34	24	-39	-109	-200,0%
Emprunts bancaires et dettes	11	0	0	0	142	168	100	0	0	0	-100,0%
Annuité de la dette	110	110	110	107	91	87	207	73	75	75	-17,6%
Encours total de la dette au 31/12	815	743	666	589	666	770	679	622	563	503	-24,5%

Financement en € par habitant	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia ° 2020/2025
Capacité d'autofinancement (CAF)	42	-90	127	118	100	-23	110	70	40	28	-72,0%
- Remboursement d'emprunts	-95	-97	-101	-102	-86	-83	-255	-77	-79	-81	5,8%
CAF nette des remboursements d'Emprunt	-53	-187	26	16	14	-106	-145	-7	-39	-53	-478,6%
- Nouveaux investissements	-113	-73	-70	-208	-639	-662	-113	-86	-44	-148	76,8%
- Autres emplois section investissement	1	0	0	-298	-24	-355	0	1	0	0	100,0%
+ Subventions reçues	9	0	31	62	238	152	200	18	0	36	-84,9%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	174	52	293	630	555	541	103	107	29	18	-96,8%
Excédent ou Besoin (-) de Financement	18	-208	280	202	144	-430	45	33	-54	-147	-202,1%
Emprunts bancaires et dettes	15	0	0	0	187	223	134	0	0	0	-100,0%
Annuité de la dette	149	146	145	140	120	116	277	98	102	101	-15,8%
Encours total de la dette au 31/12	1 109	987	881	772	878	1 023	908	830	758	676	-23,0%

Financement moyenne de la strate (en € par habitant)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia ° 2020/2025
Capacité d'autofinancement (CAF)	186	195	212	227	165	164	176	184	182	177	7,3%
- Remboursement d'emprunts	-86	-79	-86	-89	-73	-73	-70	-71	-73	-75	-2,7%
CAF nette des remboursements d'Emprunt	100	116	126	138	92	91	106	113	109	102	10,9%
- Nouveaux investissements	-310	-346	-369	-408	-272	-299	-330	-354	-389	-413	-51,8%
- Autres emplois section investissement	-36	-36	-53	-39	-24	-26	-19	-20	-24	-28	-16,7%
+ Subventions reçues	72	77	82	91	88	92	97	110	121	129	46,6%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	280	305	332	376	256	241	254	256	268	292	14,1%
Excédent ou Besoin (-) de Financement	106	116	118	158	140	99	108	105	85	82	-41,4%
Emprunts bancaires et dettes	77	86	80	80	53	65	79	60	59	78	47,2%
Annuité de la dette	110	101	107	109	88	86	82	84	87	88	0,0%
Encours total de la dette au 31/12	698	697	710	732	600	584	587	576	560	562	-6,3%

3. Taux d'imposition

3.1. Taux d'impôts locaux

Les impôts locaux collectés ont plusieurs bénéficiaires : une part communale, éventuellement une part inter communale, une part départementale et enfin une part régionale. Seule la part communale est directement reversée à la commune. Nous avons choisi de présenter à la fois la part communale et la somme de l'impôt communal et de la part inter communale afin de traduire ce qui se passe à l'échelle de la commune. La comparaison avec la moyenne de la strate permet de constater les évolutions des impôts de la commune par rapport à la moyenne de la strate. Le taux lui-même n'est pas mathématiquement comparable car l'assiette peut varier d'une commune à l'autre, mais son évolution dans le temps l'est.

Taux d'impôts locaux (part communale)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Taxe d'habitation	10,59%	10,59%	12,18%	12,18%	12,18%	12,18%	12,18%	12,18%	12,18%	12,18%	0,0%
Taxe Foncière Non Bati	42,07%	42,07%	48,38%	48,38%	48,38%	48,38%	48,38%	48,38%	48,38%	48,38%	0,0%
Taxe Foncière Bati	7,60%	7,60%	8,74%	8,74%	8,74%	36,07%	36,07%	36,07%	36,07%	36,07%	312,7%

Taux d'impôts locaux moyenne strate (part communale)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Taxe d'habitation	16,15%	15,92%	16,32%	16,33%	12,41%	12,69%	12,73%	12,82%	14,13%	12,86%	3,6%
Taxe Foncière Non Bati	36,08%	36,48%	35,90%	35,70%	43,64%	43,76%	43,78%	43,88%	43,97%	44,08%	1,0%
Taxe Foncière Bati	13,96%	14,09%	14,31%	14,13%	15,44%	34,89%	35,03%	35,27%	35,43%	35,60%	130,6%

Une partie des compétences locales étant assumées au niveau intercommunal il est intéressant de faire une comparaison intégrant la fiscalité inter communale.

Taux d'impôts locaux (communale + intercommunale)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Taxe d'habitation	14,95%	14,95%	21,76%	21,76%	21,76%	21,76%	21,76%	22,81%	22,81%	22,87%	5,1%
Taxe Foncière Non Bati	61,43%	61,43%	74,19%	74,19%	74,19%	74,19%	74,19%	77,81%	77,63%	78,01%	5,1%
Taxe Foncière Bati	11,16%	11,16%	17,31%	17,31%	17,31%	44,64%	44,64%	45,78%	45,71%	45,69%	164,0%

Taux d'impôts locaux moyenne strate (communale + intercommunale)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Taxe d'habitation	21,63%	21,21%	22,17%	22,35%	21,80%	21,82%	21,46%	22,61%	23,02%	23,32%	7,0%
Taxe Foncière Non Bati	56,96%	57,95%	58,34%	58,44%	57,32%	57,63%	57,63%	59,37%	59,68%	60,23%	5,1%
Taxe Foncière Bati	18,61%	18,80%	19,60%	19,16%	18,59%	38,77%	39,04%	39,98%	40,29%	40,57%	118,2%

3.2. Analyse des rentrées fiscales et du potentiel fiscal

3.2.1. Produits des impôts locaux

Produits des impôts locaux en milliers d'€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Produits taxe d'habitation	70	72	82	85	86	8	9	12	12	10	-88,4%
Produits foncier non bâti	28	28	33	34	35	34	36	38	40	36	2,9%
Produits foncier bâti	42	43	51	51	52	134	140	153	159	161	209,6%
Total Produits des impôts locaux	140	143	166	170	173	176	185	203	211	207	19,7%

Produits des impôts locaux en € par habitant	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Produits taxe d'habitation	96	96	109	111	113	10	12	16	16	14	-87,6%
Produits foncier non bâti	39	38	44	45	46	46	48	51	54	48	4,3%
Produits foncier bâti	57	57	67	67	69	178	187	204	214	217	214,5%
Total Produits des impôts locaux	192	191	220	223	228	234	247	271	284	279	22,4%

Produits des impôts locaux en € par habitant, moyenne de la strate	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Produits taxe d'habitation	184	183	189	202	147	22	23	27	30	28	-81,0%
Produits foncier non bâti	26	25	25	26	29	29	30	32	33	30	3,4%
Produits foncier bâti	136	147	157	165	156	0	287	311	329	339	117,3%
Total Produits des impôts locaux	346	355	371	393	332	51	340	370	392	397	19,6%

3.2.2. Potentiel Financier

Le potentiel financier est un indicateur de la richesse financière de la commune. Le potentiel financier d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité, si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes, le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. C'est donc indicateur de la "richesse financière" d'une commune, de son potentiel à lever des impôts. Son analyse permet d'identifier des sur ou sous impositions en comparaison aux moyennes des communes de la strate.

	2023	2024	2025	Varia ° 2023/2025
Potentiel financier	681	737	751	10,3%
Potentiel financier (Moyenne Strate)	811	871	897	10,7%

L'effort fiscal permet d'évaluer le poids des impôts par rapport au potentiel financier de la commune.

	2023	2024	2025	Varia ° 2023/2025
Effort Fiscal	113,72%	110,38%	108,86%	-4,3%
Effort Fiscal (Moyenne Strate)	107,92%	105,70%	104,97%	-2,7%

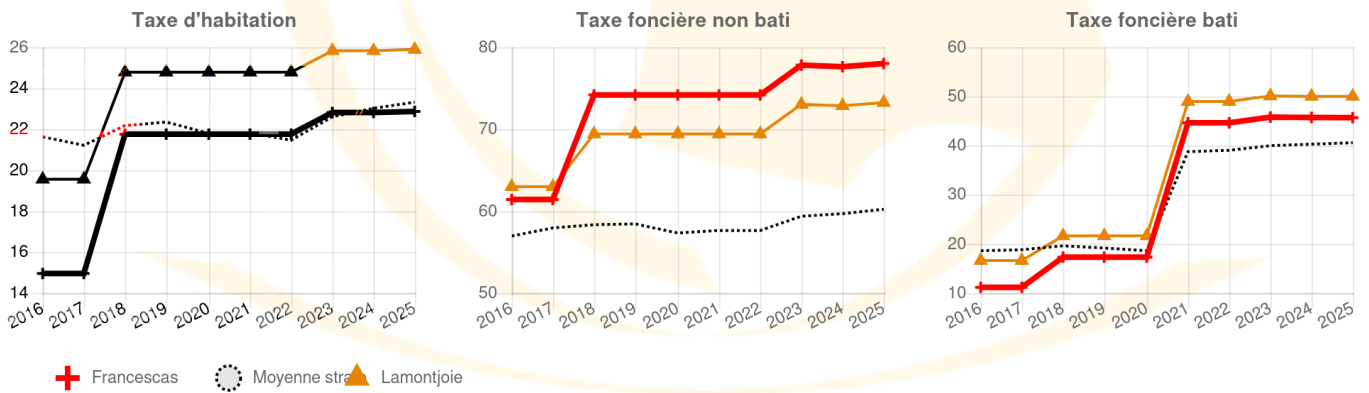
3.3. Conclusion Impôt

La commune de Francescas dispose d'un potentiel financier plus faible que la moyenne de la strate (-16,35% par rapport à la moyenne de la strate). Ceci limite la capacité à mettre en place des dépenses sans faire appel à l'emprunt ou aux fonds de péréquation intercommunaux.

L'effort fiscal de Francescas est conforme à la moyenne de la strate ce qui atteste d'un niveau d'imposition de la commune similaire à la moyenne de la strate.

3.4. Fiscalité locale

Les taux présentés ci-dessous correspondent à la part communale des impôts locaux y compris inter communale (la partie des impôts qui est reversée dans les caisses ou les services partagés de la commune) en comparaison avec la moyenne des communes de la même strate.



4. Comptes de la commune de Lamontojoie

La commune Lamontojoie appartient à la strate: 500 à 2 000 habitants appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)

4.1. Section de fonctionnement

4.1.1. Fonctionnement en milliers d'€

Fonctionnement en milliers d'€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Charges de personnel	120	122	113	109	112	96	108	110	114	121	8,0%
Achats et charges externes	70	64	74	78	77	94	76	93	121	113	46,8%
Subventions versées	4	4	6	4	7	6	5	5	6	20	185,7%
Charges financières	0	0	0	0	1	1	1	3	3	3	200,0%
Contingents	107	118	120	120	120	121	116	123	121	114	-5,0%
Autres charges de fonctionnement	44	48	44	45	51	55	72	63	62	63	23,5%
Total Charges	345	356	357	356	368	373	378	397	427	434	17,9%
Impôts Locaux	131	138	154	166	147	158	164	176	186	184	25,2%
Autres impôts et taxes	27	38	44	42	46	48	56	66	53	49	6,5%
Dotation globale de fonctionnement	121	132	132	139	160	171	169	172	173	175	9,4%
Autres produits de fonctionnement	92	98	79	57	85	98	111	84	91	75	-11,8%
Total Produits	371	406	409	404	438	475	500	498	503	483	10,3%
Résultat comptable	26	49	52	47	69	102	122	101	76	49	-29,0%

4.1.2. Fonctionnement en € par habitant

Fonctionnement en € par habitant	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Charges de personnel	234	236	215	206	183	157	177	184	197	214	16,9%
Achats et charges externes	136	124	140	147	126	153	125	156	208	201	59,5%
Subventions versées	8	8	11	8	11	10	9	8	10	35	218,2%
Charges financières	0	0	0	0	2	2	1	5	5	5	150,0%
Contingents	208	228	229	226	196	197	190	206	209	202	3,1%
Autres charges de fonctionnement	84	92	85	84	83	90	119	106	107	111	33,7%
Total Charges	670	688	680	671	601	609	621	665	736	768	27,8%
Impôts Locaux	254	266	292	313	240	257	269	296	321	326	35,8%
Autres impôts et taxes	52	74	84	78	74	78	93	110	91	87	17,6%
Dotation globale de fonctionnement	236	254	252	262	262	279	278	289	299	310	18,3%
Autres produits de fonctionnement	179	189	151	107	138	161	180	138	157	131	-5,1%
Total Produits	721	783	779	760	714	775	820	833	868	854	19,6%
Résultat comptable	51	95	99	89	113	166	200	169	131	86	-23,9%

4.2. Section investissement et financement

4.2.1. Section investissement

Investissements en milliers d'€

Dépenses d'investissements en milliers d'€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Dépenses d'équipement	83	92	33	179	198	297	111	202	21	49	-75,3%
Remboursement d'emprunts et dettes	0	0	0	5	4	4	4	21	20	21	425,0%
Autres emplois d'investissement	2	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0,0%
Total Emplois	85	92	33	185	202	302	115	223	41	70	-65,3%

Investissements en € par habitant

Dépenses d'investissements en € par habitant	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia ° 2020/2025
36Dépenses d'équipement	162	178	64	338	322	486	182	339	36	87	-73,0%
Remboursement d'emprunts et dettes	0	0	0	10	7	7	7	34	35	37	428,6%
Autres emplois d'investissement	4	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0,0%
Total Emplois inopérants	166	178	64	348	329	493	190	374	71	124	-62,3%
Emprunts bancaires et dettes	0	0	0	192	9078	0	0	115	168	0	0,6%
FCTVA	54	20	10	17							



4.2.2. Section financement

Financement en milliers d'€	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Capacité d'autofinancement (CAF)	40	66	68	64	86	118	142	122	97	70	-18,6%
- Remboursement d'emprunts	0	0	0	-5	-4	-4	-4	-21	-20	-21	-425,0%
CAF nette des remboursements d'Emprunt	40	66	68	59	82	114	138	101	77	49	-40,2%
- Nouveaux investissements	-83	-92	-33	-179	-198	-297	-111	-202	-21	-49	75,3%
- Autres emplois section investissement	-2	0	0	-1	0	-1	0	0	0	0	0,0%
+ Subventions reçues	48	6	28	3	39	160	53	41	0	0	-100,0%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	194	39	29	80	54	104	208	66	183	101	87,0%
Excédent ou Besoin (-) de Financement	197	19	92	-38	-23	80	288	6	239	101	539,1%
Emprunts bancaires et dettes	0	0	0	70	0	0	70	100	0	0	0,0%
Annuité de la dette	0	0	0	5	5	5	5	23	23	23	360,0%
Encours total de la dette au 31/12	1	1	1	66	62	58	123	202	182	161	159,7%

Financement en € par habitant	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Varia° 2020/2025
Capacité d'autofinancement (CAF)	78	127	130	120	140	193	233	204	168	123	-12,1%
- Remboursement d'emprunts	0	0	0	-10	-7	-7	-7	-34	-35	-37	-428,6%
CAF nette des remboursements d'Emprunt	78	127	130	110	133	186	226	170	133	86	-35,3%
- Nouveaux investissements	-162	-178	-64	-338	-322	-486	-182	-339	-36	-87	73,0%
- Autres emplois section investissement	-4	0	0	0	0	0	-1	-1	0	0	0,0%
+ Subventions reçues	94	12	53	5	64	262	86	69	0	0	-100,0%
+ Autres ressources section invest. + FCTVA	375	75	56	151	87	170	342	110	316	179	105,7%
Excédent ou Besoin (-) de Financement	381	36	175	-72	-38	132	471	9	413	178	568,4%
Emprunts bancaires et dettes	0	0	0	132	0	0	115	168	0	0	0,0%
Annuité de la dette	0	0	0	10	8	8	9	39	40	41	412,5%
Encours total de la dette au 31/12	2	2	2	125	101	94	203	339	314	286	183,2%

5. Méthodologie et définitions

Décomptes Publics s'appuie sur des sources officielles et des technologies reconnues pour vous présenter des rapports sur les comptes des collectivités locales. La société met en oeuvre tous les moyens conformes à l'état de l'art pour fournir des contenus les plus précis et objectifs possibles à partir des informations qu'elle collecte auprès de sources publiques. Elle ne saurait toutefois être tenue pour responsable au titre de ces contenus ou encore à raison de l'utilisation qui en est faite par les utilisateurs du service.

5.1. Méthodologie

Sources

1. Les comptes des communes présentent les budgets exécutés des communes dont les données comptables ont été centralisées par la direction générale des Finances publiques (DGFIP). L'ensemble des opérations comptables passées dans l'année par le comptable, sur initiative des communes, sont consignées dans le compte de gestion.
2. Les taux d'imposition proviennent du Ministère du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État.
3. Les regroupements de communes ont été effectués par Décomptes Publics à partir :
 1. de données de l'INSEE : Les chiffres clés par communes sur la composition des ménages, l'emploi, la formation, le logement... mais aussi l'implantation des entreprises sur les communes
 2. de données statistiques d'imposition par communes du site impot.gouv.fr

Strates

Les communes françaises ont été réparties par la DGFIP au sein d'une trentaine de « groupes de référence » dénommés « strates », en groupant des communes de taille et de typologie fiscale équivalentes. Ainsi, ces groupes de communes tiennent compte :

- de la taille démographique de la commune ;
- de son appartenance ou non à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine, syndicat d'agglomération nouvelle) ;
- du régime fiscal de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre de rattachement (taxes additionnelles aux quatre impôts locaux ou taxe professionnelle unique).

Les fiches financières fournissent des valeurs moyennes pour chaque groupe de référence. Les valeurs moyennes des groupes de référence ainsi présentées doivent toujours être relativisées par le lecteur. En effet, elles recouvrent des situations et des modes de gestion très divers. Toutefois, la connaissance d'une valeur moyenne de référence doit permettre de s'interroger sur les raisons de l'existence d'un écart significatif.

Calculs en Euros par habitant

Les différents postes des comptes des communes sont en milliers d'euros. Afin de pouvoir comparer les communes entre elles, ils sont rapportés au nombre d'habitants tels qu'ils sont présentés par la DGFIP dans les comptes des communes. La population qui y figure est souvent restée fixe entre les années 2000 et 2008, à partir de 2009, la population varie normalement chaque année.

Groupes de communes

Les communes se regroupent de plus en plus au sein d'Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI, définition dans les pages suivantes) pour assurer certaines missions.

Les comptes de ces EPCI ne sont pas encore disponibles, Décomptes Publics vous présente les comptes des communes. Une partie plus ou moins importante des missions des communes n'apparaît donc pas directement dans les comptes qui sont présentés, mais les données de chaque commune restent pertinentes, tant en comparaison avec d'autres communes qu'en évolution dans le temps.

Evaluation financière (partie 1 du rapport) :

Décomptes Publics a choisi un certain nombre d'indicateurs clefs afin de classer les communes appartenant à une même strate et ainsi avoir une vision comparative avancée des comptes des communes. Le résultat du classement permet de positionner la commune étudiée par rapport aux communes de la même strate. Les communes sont ainsi classées de 1 à 10. Une commune obtenant 10 figure parmi les 10 % des communes ayant les meilleurs résultats, à l'inverse une commune obtenant 1 fait partie des 10 % des communes obtenant le moins bon résultat. Décomptes Publics a sélectionné les indicateurs suivants :

1. Moyenne du résultat comptable sur les 3 dernières années: cet indicateur permet d'évaluer l'excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement qui servent à financer les investissements et les remboursements d'emprunts.
2. Pression fiscale : c'est le rapport entre les recettes fiscales et le potentiel fiscal (voir définition) calculé sur la dernière année disponible.
3. Rigidité structurelle : c'est le rapport entre les charges structurelles (charges de personnel + contingents + charges d'intérêts) et les produits de fonctionnement calculé sur la dernière année disponible. Si ce ratio est élevé, alors la commune ne dispose que de peu de ressources disponibles pour mettre en place de nouvelles politiques.

4. C'est le rapport entre d'une part la somme des charges de fonctionnement + le remboursement de la dette et d'autre part les produits de fonctionnement calculé sur la dernière année disponible. A plus de 100% la commune ne dispose plus de ressources pour ses investissements et doit s'endetter plus (calculé sur la dernière année disponible).
5. Dette: le montant des dettes dues à la fin de l'année (calculé sur la dernière année disponible).
6. Dépenses d'investissement : moyenne sur les 3 dernières années des dépenses d'investissement. Un classement élevé atteste que la commune fait partie des communes qui investissent le plus.

Ces indicateurs sont soit des indicateurs de fonctionnement (1 à 3), soit des indicateurs de la section investissement ou financement (4 à 6). Les moyennes calculées sur les deux groupes d'indicateurs permettent de mettre en évidence les contraintes ou les opportunités en comparaison avec les communes de la même strate.

Conclusions impôts (paragraphe 3.2)

Décomptes Publics a choisi d'analyser le potentiel fiscal et l'effort fiscal de la commune. Le potentiel fiscal permet d'évaluer la « richesse fiscale » de la commune. Ainsi une commune ayant un potentiel fiscal élevé par rapport à la moyenne de la strate dispose de plus de ressources potentielles pour mettre en place des politiques pour ses administrés. Elle choisit d'utiliser ce potentiel fiscal en levant des impôts à des niveaux plus ou moins élevés. L'effort fiscal traduit la pression fiscale exercée par la commune sur ses administrés. Si la pression fiscale est comparativement élevée, alors la commune ne dispose que de peu de marge de manœuvre pour mettre en place de nouvelles politiques.

5.2. Définitions

Voici les principales définitions des termes utilisés dans ce rapport, nous ajoutons continuellement des définitions sur notre site www.decomptes-publics.fr.

Annuité de la dette :

L'annuité de la dette est composée du montant des intérêts des emprunts et du montant du remboursement du capital. L'addition de ces deux montants permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

Besoin en Fonds de roulement (BFR) :

C'est la différence entre : la somme des créances (ressources de fonctionnement à recevoir) et stocks. ET les dettes à court terme (factures fournisseurs dues, charges sociales dues)

Bilan :

Il présente la situation patrimoniale de la collectivité. D'un côté les actifs, ce qui appartient à la commune, à la fois les immobilisations (bâtiments), les actifs court termes (créances, stocks) mais également la trésorerie. De l'autre les passifs, l'ensemble des dettes, les emprunts mais également les dettes court termes (fournisseurs, charges sociales)

Capacité d'Autofinancement (C.A.F.) :

Elle représente l'excédent des produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) sur les charges réelles de fonctionnement. La CAF permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement)

Compensations :

Allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

Cotisation Economique Territoriale (CET) :

Elle remplace à compter de 2010 la Taxe Professionnelle. La CET est composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Les collectivités commenceront à percevoir à partir de 2011 une partie de cette CET, en 2010 elles ont perçu de l'Etat une compensation relais. Une explication détaillée de la bascule de la TP vers la CET en 2010 est 2011 se trouve dans la Foire aux Questions sur les comptes des communes sur le site de Bercy.

Effort Fiscal :

C'est le rapport entre le produit des 4 taxes locales et le potentiel fiscal. Ce ratio permet d'évaluer la pression fiscale sur la commune.

EPCI :

Etablissements publics de coopération intercommunale : Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, celles à taxe professionnelle unique (TPU), et celles à fiscalité additionnelle (FA).
- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

FCTVA :

Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.

Fonds de Roulement :

C'est la différence entre les ressources stables (disponibles à plus d'un an) comme les emprunts, les subventions d'investissement ET les emplois stables (patrimoine de la commune comme les bâtiments).

Section Fonctionnement (du budget des communes) :

La section fonctionnement retrace les opérations courantes, celles qui reviennent chaque année.

- Pour les dépenses, il s'agit entre autres des salaires et charges de personnels des employés de la commune, des prestations de services extérieurs comme les charges d'entretien, des autres charges de gestion courante, des charges financières liées à la dette...
- Pour les recettes, il s'agit du produit des impôts locaux mais également des transferts en provenance des autres collectivités locales ou de l'Etat.

Section Investissement (du budget des communes) :

La section investissement retrace les opérations non courantes, ponctuelles, de nature à modifier le patrimoine de la commune.

- Pour les dépenses, il s'agit entre autres des nouveaux travaux (par exemple la construction d'une médiathèque), les acquisitions immobilières, mais également des remboursements des sommes empruntées.
- Pour les recettes, il s'agit principalement des subventions d'investissement, de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat, des nouveaux emprunts souscrits.

Valeur locative cadastrale :

La valeur locative cadastrale est une des bases qui servent à l'établissement des taxes perçues au profit des collectivités territoriales. Cette valeur fait l'objet de révisions périodiques. Les grands principes de son calcul sont les suivants :

- l'administration classe les constructions de la commune en plusieurs catégories homogènes
- Elle détermine un tarif pour chaque catégorie en fonction du loyer normal des locaux libres.
- Elle calcule la surface pondérée du bien concerné en tenant compte de sa situation, de sa consistance, de son affectation, de son état.
- La valeur locative cadastrale est égale à la surface pondérée multipliée par le taux de la catégorie dans laquelle a été classé le bien.
- La valeur locative cadastrale est supposée refléter le prix de location du bien si celui-ci était loué.